

LES OPPORTUNITÉS DE L'INVESTISSEMENT ÉTRANGER DANS LE SECTEUR AGRICOLE:
UN ATELIER SUR COMMENT ATTIRER L'INVESTISSEMENT DURABLE
ET DE HAUTE QUALITÉ ET LE RÔLE DES CADRES LÉGAUX

FOREIGN INVESTMENT OPPORTUNITIES FOR AGRICULTURE:
A WORKSHOP ON HOW TO ATTRACT HIGH QUALITY AND SUSTAINABLE
INVESTMENT AND THE ROLE OF LEGAL FRAMEWORKS



Nairobi » Kenya » 11 - 13 février 2018 | 11 - 13 February 2018

RAPPORT



Cette formation fait partie d'une série de renforcement de capacité soutenue par: / This training is part of a series of capacity building supported by:



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Swiss Agency for Development
and Cooperation SDC

LES OPPORTUNITÉS DE L'INVESTISSEMENT ÉTRANGER DANS LE SECTEUR AGRICOLE:
UN ATELIER SUR COMMENT ATTIRER L'INVESTISSEMENT DURABLE
ET DE HAUTE QUALITÉ ET LE RÔLE DES CADRES LÉGAUX

FOREIGN INVESTMENT OPPORTUNITIES FOR AGRICULTURE:
A WORKSHOP ON HOW TO ATTRACT HIGH QUALITY AND SUSTAINABLE
INVESTMENT AND THE ROLE OF LEGAL FRAMEWORKS



Nairobi » Kenya » 11 - 13 février 2018 | 11 - 13 February 2018

Contexte

La Communauté d'Afrique de l'Est (CAE), le Marché Commun pour l'Afrique Orientale et Australe (COMESA) et l'Institut International du Développement Durable (IIDD) ont organisé un atelier de formation de trois jours pour les fonctionnaires en charge de la négociation et la rédaction de contrats d'investissement agricole. La réunion qui s'est tenue à Nairobi au Kenya du 11 au 13 février 2018 a réuni des représentants de 16 pays. L'atelier était axé sur l'utilisation et la mise en œuvre d'outils juridiques et politiques pour promouvoir l'investissement durable et responsable dans l'agriculture, y compris les contrats d'investissement et les lois, les pôles de croissance agricole, les processus de sélection relatif à l'investissement, l'examen des investisseurs, l'agriculture contractuelle et les mesures incitatives.

Points saillants de la discussion : outils juridiques et politiques pour l'investissement durable en agriculture

L'objectif de l'atelier était le partage d'expériences, de pratiques et d'outils juridiques et politiques novateurs provenant des pays et régions des participants. Après avoir brossé une série d'innovations dans les contrats et les lois relatifs à l'agriculture et à l'investissement à travers le monde, l'atelier a considéré plus minutieusement quelques exemples des régions du COMESA et de la CAE. Le contrat type de la CAE pour les investissements agricoles a été présenté aux participants. Il est considéré comme un outil développé par la CAE et l'IISD pour aider les Etats membres de la CAE à mieux gérer les risques et tirer profit des investissements étrangers dans les terres agricoles.

Les participants ont également abordé les problématiques des outils de promotion de l'investissement dans l'agro-industrie qui émergent en Afrique. Après une présentation sur les zones de croissance agricole, les participants ont pu bénéficier de l'expérience de la Tanzanie pour établir le Corridor de Croissance Agricole du Sud (SAGCOT), les efforts du Malawi sur l'initiative Green Belt pour catalyser les investissements agricoles dans les zones clés ainsi que le travail en cours de Madagascar qui souhaite développer un cadre légal pour ces zones d'investissement agricole. Le niveau d'intérêt entre les pays quant aux différents niveaux de progrès et de réalisations de ces projets a conduit à une session supplémentaire consacrée aux zones de croissance agricole en marge de l'atelier.

Les participants ont également discuter des réformes en Éthiopie, où le processus d'identification des contraintes politiques, de priorisation et de séquençage des interventions avec un large éventail de parties prenantes a conduit à l'élaboration d'une loi complète sur l'agriculture contractuelle, entre autres outils juridiques et politiques. L'agriculture contractuelle a été le sujet d'une autre session, qui a pointé son importance en tant que modèle d'entreprise inclusif qui peut élargir la portée des avantages de l'investissement étranger dans l'agriculture. Au cours de la discussion, les participants ont souligné l'importance du cadre juridique général pour l'exécution des contrats qui encouragerait les systèmes d'agriculture contractuelle tout en dissuadant les ventes parallèles. Les participants ont été informés du prochain Accord Type pour l'Agriculture Contractuelle que développent IISD et la FAO, qui sera un outil utile pour les pays intéressés à promouvoir une approche plus juste et équilibrée de l'agriculture contractuelle pour les petits exploitants.



LES OPPORTUNITÉS DE L'INVESTISSEMENT ÉTRANGER DANS LE SECTEUR AGRICOLE:

UN ATELIER SUR COMMENT ATTIRER L'INVESTISSEMENT DURABLE ET DE HAUTE QUALITÉ ET LE RÔLE DES CADRES LÉGAUX

FOREIGN INVESTMENT OPPORTUNITIES FOR AGRICULTURE:

A WORKSHOP ON HOW TO ATTRACT HIGH QUALITY AND SUSTAINABLE INVESTMENT AND THE ROLE OF LEGAL FRAMEWORKS



Nairobi » Kenya » 11 - 13 février 2018 | 11 - 13 February 2018

Au cours de la session portant sur l'examen des investisseurs, les participants ont eu un aperçu des meilleures pratiques pour s'assurer que les projets d'investissement sont conformes aux objectifs de développement nationaux et que les investisseurs sont capables et démontrent la compétence pour réaliser ces projets, notamment par des études de faisabilité et des plans d'affaires. Au cours de la table ronde qui a suivi la présentation, les intervenants ont souligné la difficulté à réaliser un examen adéquat face à la pression politique et celle des investisseurs.

Après une session présentant les résultats d'une étude récente de l'OCDE, du FMI, des Nations Unies et de la Banque mondiale qui remet en question l'efficacité des incitations fiscales pour l'investissement, les participants ont engagé une riche discussion, certains notant que l'étude ne concordait pas avec leur expérience. Les participants ont fait remarquer que les investisseurs demandent des incitations fiscales pendant les négociations, ce qui rend difficile l'adhésion aux conclusions de l'OCDE, mais ils ont reconnu qu'une étude régionale sur ce sujet serait très utile.

Les participants ont participé à une simulation sur les négociations qui a rassemblé les principaux thèmes de l'atelier. Ils ont formé des groupes représentant l'investisseur, le gouvernement, la communauté locale et les petits exploitants. La séance de simulation a illustré la difficulté de négocier un résultat final qui reflète l'étendue des intérêts impliqués. Avant la conclusion de l'atelier, les participants ont identifié leurs principaux défis nationaux en matière d'investissement dans l'agriculture et ont élaboré des plans de travail définissant des actions prioritaires pour relever ces défis, et identifié quelques activités concrètes et étapes de mise en œuvre.

Les principaux points soulevés par les participants

Des plus hautes priorités pour les participants figure le suivi des engagements du secteur privé à investir dans les communautés et à remplir les objectifs d'inclusion sociale et économique liés à la croissance générée par les investissements. Au premier rang de ces défis viennent l'inclusion et le respect du rôle des petits agriculteurs locaux, à travers l'agriculture contractuelle et des contrats de sous-traitance. Les participants ont également souligné l'importance d'inclure les agriculteurs et des propriétaires fonciers locaux aux premiers stades du développement de l'investissement pour garantir le droit des communautés à participer, modeler ou refuser les investissements.

Les participants partagent l'importance de rendre les investissements directs étrangers bénéfiques aux communautés locales, au secteur agricole national et à l'économie nationale comme étant primordial. De nombreux participants ont estimé que la planification et la gestion des impacts environnementaux, sociaux et de la gouvernance des accords d'investissement étranger constituaient un défi majeur pour les gouvernements qui doivent garantir que les retombées économiques prévus soient pourvues, conformément aux accords d'investissement. Ils reconnaissent qu'une autre source de difficulté réside dans la multiplicité des législations nationales qui se chevauchent et les complications qui pourraient en résulter.

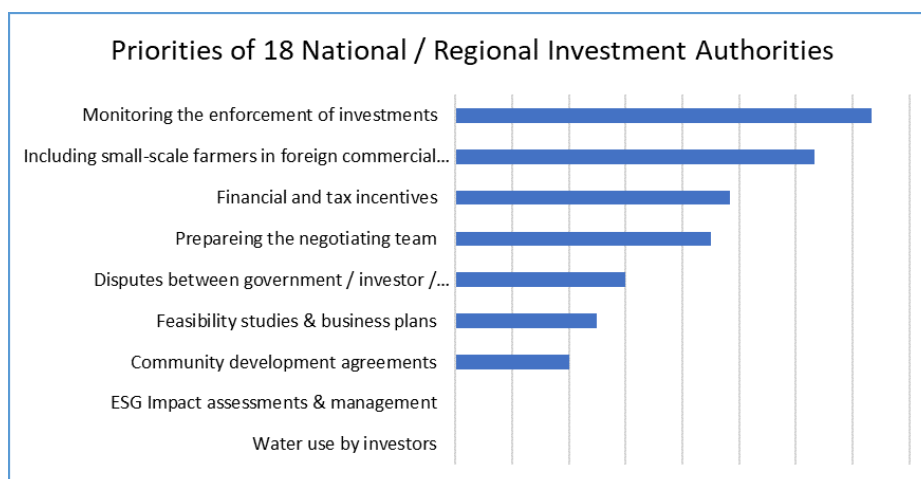


LES OPPORTUNITÉS DE L'INVESTISSEMENT ÉTRANGER DANS LE SECTEUR AGRICOLE:
UN ATELIER SUR COMMENT ATTIRER L'INVESTISSEMENT DURABLE
ET DE HAUTE QUALITÉ ET LE RÔLE DES CADRES LÉGAUX

FOREIGN INVESTMENT OPPORTUNITIES FOR AGRICULTURE:
A WORKSHOP ON HOW TO ATTRACT HIGH QUALITY AND SUSTAINABLE
INVESTMENT AND THE ROLE OF LEGAL FRAMEWORKS



Nairobi » Kenya » 11 - 13 février 2018 | 11 - 13 February 2018



Mesures identifiées en vue d'améliorer la situation

Le renforcement des capacités des parties prenantes locales et nationales a été jugé nécessaire pour relever presque tous les défis, y compris la préparation d'équipes de négociation d'investissement, mais aussi pour accroître les connaissances, la formation et la sensibilisation des acteurs et des enjeux. Cela inclut la formation des ministères et des tribunaux du gouvernement, des entreprises nationales, des associations d'agriculteurs et des communautés afin qu'ils participent pleinement à des accords d'investissement «gagnant-gagnant». Les participants ont estimé que les gouvernements, les investisseurs et les communautés locales devaient prendre le temps au cours des premières étapes de planification, pour développer une compréhension commune des responsabilités et des engagements. Cela peut faciliter la croissance agricole inclusive et éviter les conflits – qui demeurent un autre sujet de préoccupation.

Les participants ont souligné la nécessité d'harmoniser la législation existante, de préférence dans le cadre d'une entité consolidée pouvant aider toutes les parties prenantes à naviguer avec succès dans les lois et réglementations locales et à créer des opportunités d'investissement de manière participative. Les participants ont noté que dans de nombreux contextes, il existe de nombreux incitatifs fiscaux qui se chevauchent et qui sont administrés par différents ministères, ce qui rend difficile l'évaluation complète de la situation. Certains ont estimé que la solution pourrait ne plus être d'incitations fiscales, car leur efficacité est mise en doute.

Activités envisagées

Au cours des trois jours de discussion et d'échange, les participants ont formulé un certain nombre de propositions pour les activités et les axes de travail à mener (y compris certains qui pourraient être entrepris avec le soutien de l'IISD) :

1. Renforcement des capacités



LES OPPORTUNITÉS DE L'INVESTISSEMENT ÉTRANGER DANS LE SECTEUR AGRICOLE:
UN ATELIER SUR COMMENT ATTIRER L'INVESTISSEMENT DURABLE
ET DE HAUTE QUALITÉ ET LE RÔLE DES CADRES LÉGAUX

FOREIGN INVESTMENT OPPORTUNITIES FOR AGRICULTURE:
A WORKSHOP ON HOW TO ATTRACT HIGH QUALITY AND SUSTAINABLE
INVESTMENT AND THE ROLE OF LEGAL FRAMEWORKS



Nairobi » Kenya » 11 - 13 février 2018 | 11 - 13 February 2018

- a. Un programme de renforcement des capacités en matière de contrats d'investissement agricole pour les fonctionnaires et des agents du secteur privé
 - b. Engagement des gouvernements dans l'enseignement, la formation et le processus de négociation des équipes d'investissement
2. Expertise technique
 - a. Directives d'harmonisation de la politique d'investissement pour soutenir les gouvernements dans la réforme et la consolidation des lois existante
 - b. Soutien aux pôles de croissance agricole et à aux ZES
 - c. Agriculture contractuelle
3. Outils et échange de bonnes pratiques
 - a. Une plateforme en ligne pour aider les gouvernements à sélectionner les investisseurs et à partager leurs expériences avec des investisseurs spécifiques
4. Recherche
 - a. Une analyse sur l'efficacité des incitations fiscales pour les investissements agricoles dans les pays membres de la COMESA et de la CAE.



LES OPPORTUNITÉS DE L'INVESTISSEMENT ÉTRANGER DANS LE SECTEUR AGRICOLE:
UN ATELIER SUR COMMENT ATTIRER L'INVESTISSEMENT DURABLE
ET DE HAUTE QUALITÉ ET LE RÔLE DES CADRES LÉGAUX

FOREIGN INVESTMENT OPPORTUNITIES FOR AGRICULTURE:
A WORKSHOP ON HOW TO ATTRACT HIGH QUALITY AND SUSTAINABLE
INVESTMENT AND THE ROLE OF LEGAL FRAMEWORKS



Nairobi » Kenya » 11 - 13 février 2018 | 11 - 13 February 2018

Liste des Participants

pays/Institution	Noms	Titres/Institutions	Courriels
Burundi	Léonard Sentore	Directeur de l'Agence de Promotion des Investissements	l.sentore@investburundi.bi
COMESA	Thierry Kalonji	Directeur – Promotions des Investissements & du Secteur Privé	tkalonji@comesa.int
COMESA	Dr. Mbosonge Mwenechanya	Consultant pour le PDDAA	MMwenechanya@comesa.int
COMESA	Harriet N. Malindi	Secrétaire	HNambule@comesa.int
Comoros	Mohamed Soilihi	Chef du Bureau Création d'Entreprise à l'Agence National pour la Promotion des Investissements	soilhimadiabdou@gmail.com
Djibouti	M. Ali Houmed Aboubaker	l'Agence de Promotion des Investissements	alihouab@yahoo.fr
RDC	Serge Sabi	Ministère de l'agriculture	sabiserge@yahoo.fr
CAE	Hon. Bazivamo Christophe	Secrétaire Général Adjoint Secteur productifs et sociaux	cbazivamo@eachq.org
CAE	Havugimana Jean Baptiste	Directeur - Secteur productifs	jhavugimana@eachq.org
Ethiopie	M.Mengesha Tadesse	Conseiller en politique, Ethiopian Agricultural Transformation Agency	Mengesha.Tadesse@ata.gov.et
Ethiopie	M. Woldeamayrat	Ethiopia Investment Commission	mesmother@gmail.com
IISD	Carin Smaller	Conseillère en Agriculture et Investissement	csmaller@iisd.org
IISD	Francine Picard	Conseillère aux Affaires parlementaires	francine.picard@iisd.org
IISD	Sarah Brewin	Conseillère en Agriculture et Investissement	sarahbrewin@gmail.com
IISD	Nalishebo Meebelo	IISD Consultant	meebelo@yahoo.com
Kenya	Laban Mburu	Kenya Investment Authority	labkiiru@gmail.com
Madagascar	Gildas Volaharison	Economic Development Board of Madagascar	gildas.volaharison@edbm.mg
Madagascar	Lié Maminiaina	Ministère en charge de l'Agriculture	expfoncier@casef.mg
Malawi	Henry Njoloma	Green Belt Authority	hnloloma@yahoo.com
Malawi	Chikosa Silungwe	Ministère des domaines	Chikosa_Silungwe@dai.com
Namibie	Matti Asino	Avocat, Bureau du Procureur Général	Matti.Asino@ag.gov.na
Nigeria	John K Balami	Commission Présidentielle sur la réforme foncière	jkbalami@yahoo.com
Rwanda	Karim Tushabe	Coordinator of Doing Business_ Rwanda Development Board	karim.tushabe@rdb.rw
Swaziland	Martin Masilela	Swaziland Investment Promotion Authority	masilelam@sipa.org.sz
Tanzanie	Neema Lugangira	Directrice politique à SAGCOT	n.lungangira@sagcot.com
Tanzanie	Aristides Mbwas	Directeur intérimaire des Investissement, Ministère de l'industrie, commerce et des investissements	ambwasi@yahoo.com
Uganda	Fred Ahimbisibwe	Officier Principal du commerce au Ministère du Commerce, Industrie et coopératives	ahimbisibwe.fred@yahoo.com
Uganda	Annet Mbabazi	Ministère de la Justice et des Affaires Constitutionnelles	b_taga@yahoo.com
Zambie	Mwanchela Kakubo	Ministère des affaires foncières et des ressources naturelles	mwanchela@yahoo.com
Zambie	Hans Yamba	Economiste Principal, Ministère du Commerce, et de l' Industrie	hansyamba@yahoo.co.uk



LES OPPORTUNITÉS DE L'INVESTISSEMENT ÉTRANGER DANS LE SECTEUR AGRICOLE:
UN ATELIER SUR COMMENT ATTIRER L'INVESTISSEMENT DURABLE
ET DE HAUTE QUALITÉ ET LE RÔLE DES CADRES LÉGAUX

FOREIGN INVESTMENT OPPORTUNITIES FOR AGRICULTURE:
A WORKSHOP ON HOW TO ATTRACT HIGH QUALITY AND SUSTAINABLE
INVESTMENT AND THE ROLE OF LEGAL FRAMEWORKS



Nairobi » Kenya » 11 - 13 février 2018 | 11 - 13 February 2018

Zimbabwe	Farai Sagonda	Zimbabwe Investment Authority	fsagonda@zia.co.zw; lenshumba01@gmail.com
----------	---------------	-------------------------------	--

